

Marie Montagnon
Doctorante au Centre Max Weber, ENS de Lyon

Militant-e-s et activistes : les modalités de la participation à Podemos

Communication proposée aux Ve journées doctorales sur les expérimentations démocratiques, la participation du public et la démocratie participative, 12-13 janvier 2018, Université de Tours

Résumé

La direction et les militant-e-s de Podemos définissent souvent leur organisation comme un « parti mouvement ». Cette appellation méliorative permet au parti de se démarquer des autres organisations du champ, en promouvant notamment l'idée qu'il est l'acteur d'une transition politique. Dans cette configuration la participation des militant-e-s au sein de l'organisation est un élément clé. Cette communication explicite les modalités de la participation à Podemos par l'analyse des pratiques au sein d'un cercle (*círculo*) de militant-e-s à partir des espaces dans lesquels elle se déroule. Elle identifie les espaces de participation formels et informels mis en place par le parti et discute les codifications qui les régissent.

Abstract

The direction and activists of Podemos often define their organisation as a « movement-party ». For the party, this positive appellation is a way to distinguish itself from the other organisations composing the political arena, by promoting the idea that he is the actor of a political transition. In this configuration, activist's participation inside the organisation is a key element. This paper explains the modalities of participation in Podemos by analyzing the political practices inside a circle (*círculo*) of activists from the diferents spaces in which it takes place. It identifies formal and unformal spaces of participation created by the party and discuss their codification.

Pour introduire cette communication je souhaiterais tout d'abord relater un débat auquel j'ai assisté le 21 mai 2017, au sein de l'assemblée ordinaire du cercle de militant-e-s de Podemos Lavapiés, un quartier du centre ville de Madrid. Cet épisode pourra servir d'illustration aux quelques enjeux discutés dans cette communication concernant la problématique de la participation militante au sein d'un parti politique. Toujours à l'initiative d'une ou d'un militant-e du groupe, le débat est le troisième point de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du cercle, qui se déroule deux dimanches par mois. Ce moment constitue le noyau du militantisme à Podemos. L'assemblée est encadrée par "l'équipe de dynamisation" qui assure le bon déroulement des points évoqués, distribue la parole, soumet au vote les propositions ou encore rédige les comptes rendus. Lors de la préparation de l'ordre du jour de cette assemblée une militante avait proposé que nous débattions de « la participation et/ou des méthodes participatives à Podemos ». Ce jour-là, 17 membres sont présent-e-s, 9 hommes et 7 femmes, une forte affluence au regard des données recueillies pendant l'enquête concernant la présence aux assemblées, et qui s'explique en partie par le thème du débat qui a particulièrement mobilisé les militant-e-s. Pour introduire son propos, la militante explique qu'il existe selon elle deux types de participation : d'une part, les dispositifs participatifs organisés par les pouvoirs publics, notamment ceux ayant trait aux budgets participatifs, et d'autre part, les espaces de participation militante, tels que le cercle Podemos de Lavapiés. Ces deux espaces, qui sont donc les espaces légitimes de la participation politique, devraient obéir selon elle à des règles distinctes permettant de remplir les conditions d'une « bonne participation ». Dans le premier cas,

il serait souhaitable que le public soit divers, que, dit-elle « des points de vue s'affrontent ». Malheureusement, les horaires (souvent en semaine, en fin d'après midi) et les lieux retenus (souvent dans le centre ville de Madrid où il est impossible de se garer) impliquent selon elle, de fait, une homogénéité des participants. Dans le second cas, elle indique « l'espace doit être homogène », en insistant « il faut que le collectif soit d'accord » pour appuyer le parti, dans l'objectif de gagner des élections. Cet épisode permet d'illustrer un point de la problématique sous-jacente à son propos et sur laquelle on va se centrer ici : qu'est-ce que signifie « participer » au sein d'un parti politique, et plus précisément, au sein de Podemos.

On tentera d'apporter des éléments de réponse précisant les modalités de la participation de la base militante au sein de Podemos par l'étude des pratiques dans le cercle de Lavapiés, tout en les mettant en perspective avec les visions qu'ont les militant-e-s de leur propre praxis, qui influencent ce qu'ils et elles considèrent comme ce que l'on peut nommer la « bonne manière de participer » et donc, plus largement, ce qu'est « un bon ou une bonne militante ». On tentera donc d'une part, de repérer des répertoires distincts de participation et d'autre part de les confronter au retour réflexif qu'ont les militant-e-s, en mettant en avant les mécanismes d'interdépendances et de tensions qui existent entre ces deux éléments. Cette approche doit permettre aussi de revenir sur les expérimentations démocratiques promues par Podemos, sur les rapports entre participation et décision et enfin sur les mécanismes de domination liés à ces pratiques. On s'intéressera ici d'abord au travail militant à Podemos afin d'explicitier comment se redéfinit l'idée de la « bonne participation », puis aux formats informels qui sont de plus en plus prépondérants dans le travail militant. Cette communication s'articule ainsi en fonction des espaces dans lesquels se déroulent la participation.

Cette contribution s'appuie sur une enquête de terrain menée depuis janvier 2017 auprès du cercle de militant-e-s de Lavapiés à Madrid, ayant abouti à la rédaction d'un mémoire de fin d'études et constituant une assise pour le travail de thèse actuellement mené. Les conclusions développées ici résultent de cette analyse qualitative comprenant des observations participantes et des entretiens réalisés auprès des militant-e-s du cercle, une méthode sur laquelle il est nécessaire de revenir brièvement.

Les observations effectuées pour cette étude peuvent être distinguées selon trois catégories d'activités militantes : en premier lieu, les activités routinières du militantisme à Podemos auxquelles les militant-e-s participent collectivement en tant que cercle. En second lieu, une série d'activités informelles qui réunissent les militant-e-s du groupe, répondant aussi à un autre enjeu de la participation militante, qui est celui de la solidarisation du collectif. En troisième lieu, les activités de certain-e-s militant-e-s dans d'autres espaces politiques, liés ou non à Podemos et auxquelles les personnes participent à titre individuel. Dans la première catégorie on repère d'abord les réunions plénières du cercle, dites 'assemblées ordinaires' qui se déroulent deux dimanches par mois ; ensuite, les réunions du 'groupe de travail municipaliste', qui émane de cette assemblée, se réunit une fois par semaine. Il se focalise sur les dynamiques de gentrification et de touristification et leurs conséquences sur l'environnement socio-urbain du quartier ; enfin, les activités partisans telles que les meetings, les manifestations ou les distributions de tracts. Dans la seconde catégorie on repère les moments de sociabilité militante (Renou, 2003 ;2009) qui se déroulent souvent après le moment de l'assemblée ordinaire et les groupes formés sur les réseaux sociaux, notamment *Telegram*. Dans la dernière catégorie sont comprises des observations réalisées durant les réunions des dispositifs participatifs impulsés par la Mairie de Madrid dits 'foros locales' ayant pour objectif d'affecter des budgets à des initiatives citoyennes ; des observations réalisées auprès de mouvements sociaux, notamment l'assemblée populaire de Lavapiés, héritière directe du mouvement du 15M, ou au sein de la plateforme contre le TTIP/CETA, qui regroupe divers collectifs tels que Attac, Amigos de la tierra et des syndicats. On ne reviendra que brièvement sur cette

dernière catégorie. Cette première distinction analytique permet de dégager deux axes de réflexion quant à la participation, que sont, d'une part, les rôles de l'espace et de la temporalité dans lesquels se déroule la participation et d'autre part, le « titre » auquel la personne participe, savoir, individuellement, ou collectivement, deux données qui influencent à la fois la forme de la participation et son contenu, nous permettant donc de réfléchir aux différents types de formats participatifs qui coexistent dans ce parti.

Les réflexions tirées de ces observations ont été complétées par 12 entretiens semi-directifs menés avec les militant-e-s du cercle et réalisés entre avril et juin 2017. La sélection des profils interrogés s'est faite dans le souci de voir se refléter la diversité des membres qui composent le cercle, notamment en ce qui concerne l'âge, le genre et les catégories socio-professionnelles présentes. Les entretiens avaient pour objectif de retracer des carrières militantes selon la définition d'Olivier Fillieule¹ (2009). Ainsi, les récits des personnes interrogées reflètent les différents rôles affectés au sein du cercle et permettent de mettre en perspective les récits en fonction du moment d'entrée dans le parti, de la fréquence et de l'intensité de leur participation dans ce groupe et dans d'autres espaces. Des personnes désengagées du cercle ont aussi été interrogées afin de mettre en perspective les trajectoires d'*exit*. Ces entretiens ont permis de créer des catégories de militant-e-s, en cherchant à dépasser la dichotomie entre « nouvel-le entrant-e » et « ancienn-e », bien que les « effets de la durée de l'engagement » (Fillieule, 2005) soient à prendre en compte. Dépasser cette dichotomie reste essentielle pour comprendre, cette fois ci, les ressorts de la perception de la « juste » participation chez les militant-e-s. Effectivement, ces perceptions varient, certes, en fonction du moment d'entrée ou de sortie du cercle, mais aussi en fonction du capital culturel dont dispose le ou la militante, et plus particulièrement son capital scolaire. Elle varie aussi en fonction de son capital militant et de ses expériences parallèles ou antérieures dans d'autres espaces. Enfin, elle varie en fonction du facteur plus prosaïque que constitue la disponibilité du ou de la militant-e au moment de l'enquête et donc, de l'investissement en termes de temps passé à réaliser des actions dans le groupe.

Pour chaque espace retenu on expliquera d'abord les conditions de la participation, on exposera ensuite les enjeux sous-jacents aux modalités participatives retenues et enfin, on évoquera les mécanismes de domination qu'ils supposent.

La participation comme vecteur de transition politique

Avant cela, il est opportun de s'attarder sur le contexte duquel émerge Podemos et plus précisément sur sa revendication d'être acteur d'un moment de transition politique, puisque cette revendication pèse sur ce qui est considéré comme étant la bonne participation des militant-e-s dans ce projet politique, voire, elle la nourrit. Podemos naît en 2014 dans un contexte de crise globale et entend être l'acteur d'une profonde reconfiguration du champ politique. Il souhaite rompre avec le « consensus de 1978 » et donc, plus largement, avec le régime représentatif mis en place lors de la Transition Espagnole et le bipartisme qui en résulte alors, incarné par le PSOE et le PP. Ce régime, qu'il considère corrompu et incapable de garantir une « véritable démocratie », avait déjà été remis en question par le mouvement des Indignés, dit 15M, dès 2011. L'enjeu de cette communication n'est pas de discuter du lien de parenté entre le parti Podemos et le mouvement des Indignés, question pour laquelle plusieurs chercheurs et chercheuses ont déjà apporté des éléments de réponse (Nez, 2015). Il demeure nécessaire de remarquer qu'au regard des études ethnographiques Podemos s'inspire partiellement, dans son organisation, du modèle assembléarial

¹ Permettant « de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection(s) et déplacement(s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements.

développé par le 15M, mais aussi de celui plus lointain des Associations de Voisins (Quintana & Leon (eds.), 2008). Le modèle de participation militante interne à Podemos n'est donc pas complètement novateur bien qu'il soit le premier à le transposer dans le champ politique. Dans ses discours, il reprend également l'idée que la participation active des citoyen-ne-s aux processus politiques est un antidote à la technicisation et à la professionnalisation de la politique. Dans ses politiques publiques maintenant, comme c'est le cas à la Mairie de Madrid qu'il gouverne depuis 2015 en coalition, il impulse des dispositifs participatifs destinés à répartir des budgets pour des projets décidés collectivement dans des assemblées citoyennes prévues à cet effet. Il est clair que la participation, son contenu et ses manifestations, est un enjeu fort qui touche au projet politique du parti, un facteur à prendre en compte à l'heure d'étudier les modalités de la dite participation. De la même façon, ce récit partisan influence la perception qu'ont les militant-e-s de la participation politique. Celle-ci est centrale dans leur engagement, et l'idée de créer des espaces favorables à la « participation » sans pour autant en définir précisément le sens et les modalités, est récurrente dans les entretiens. Se crée ainsi progressivement une confusion pratique quant à ce qu'est la participation et ses manifestations, qui coexiste néanmoins avec une volonté claire et explicite de favoriser « la participation » en général, accréditant l'idée que celle-ci est vecteur d'un renouveau de la politique. Enfin, la participation semble le terme clé du discours politique consistant pour la direction et pour les militant-e-s à se définir comme « parti-mouvement ». Discuter les modalités de la participation à Podemos permet donc aussi de déconstruire cette notion de « parti-mouvement » qui incarnerait la transition vers un nouveau type d'organisation politique.

Redéfinir la participation

La participation dans les cercles est le cœur du militantisme à Podemos si l'on se réfère aux documents organisationnels issus de Vistalegre 2, votés en février 2017. Les cercles sont des entités autonomes parfois juridiquement constitués par le biais du statut d'association et implantés par aires territoriales. Ils sont répartis par quartiers « vécus » (Authier et al., 2007), ou par thématiques sociales, pour le cas des cercles sectoriels, notamment le cercle sectoriel féministe². Aller dans le sens d'un renforcement de la participation est entendu a priori à la fois comme « participer » aux décisions politiques du parti depuis bas vers le haut, mais aussi « participer » comme étant l'acteur ou l'actrice directe des actions depuis le bas vers l'extérieur, c'est à dire, aller dans le sens d'une autonomie grandissante des actions menées par les cercles dans les quartiers, ce qui pose directement la question de la coopération entre ce parti politique et les collectifs de type mouvements sociaux ou associations déjà implantés sur ces territoires. Le premier espace légitime de participation dans le parti est donc le cercle, et c'est de cette figure qu'émane toute l'action militante de la base partisane. Cette participation est toujours considérée et exaltée comme étant « ouverte à toutes et tous ». Au moment de l'enquête il n'existait pas de registre de militant-e-s au sein de Podemos, mais il faut remarquer qu'une initiative allant dans ce sens est actuellement à l'étude. En conséquence, n'importe quel-le citoyen-ne ou plutôt, « voisin-e du quartier » peut, et est encouragé-e, à se rendre aux assemblées ordinaires du cercle, bien que la question de la mise en place progressive de ce registre de militant-e-s questionne évidemment directement et fortement cette ouverture supposée.

Le déroulement de l'assemblée, sous la forme d'un ordre du jour codifié par le cercle lui-même comprend d'abord un point d'information sur les actualités politiques, puis un point sur l'avancée des actions des groupes de travail, suivi par un débat, et enfin plusieurs points dits « varios » ajoutés au fil de l'eau par les militant-e-s souhaitant prendre la parole. Dans cet ODJ chaque militant-e peut exprimer son opinion dans le cadre de la distribution et de la modération effectuée par l'équipe de dynamisation composée de trois personnes. Il n'existe aucune hiérarchie formelle

² Ce cercle en particulier est l'objet du travail de thèse.

entre les membres du cercle et il y a une rotation des rôles. Dans cet espace les militant-e-s se réunissent effectivement en cercle, assis-es sur des chaises, sans qu'une table ne les sépare. Cette disposition spatiale fait aussi partie de l'identité politique que partage le groupe et correspond, comme l'ont montré les entretiens, à un facteur cité pour illustrer la participation à Podemos. En termes de contenu maintenant, il est opportun de questionner le lien entre participation et décision en s'attardant sur le fait que les débats n'amènent pas systématiquement à une prise de décision. D'ailleurs, ils n'ont pas toujours pour objectif de délimiter une position commune sur un sujet. Moins que la décision c'est donc davantage le processus de formation des opinions et leur énonciation qui est valorisée. Dans cette optique la participation relève dans cet espace moins d'une délibération, que d'un « style délibératif » (Lefebvre & Roger (dir.), 2015). Or, on peut avancer l'hypothèse que cette conception pratique de la participation sur le mode de la capacité à opiner est corrélée à une homogénéisation du profil des participant-e-s. Parmi les membres interrogé-es, toustes ont effectué des études supérieures, et 6 ont même un diplôme en sciences politiques. La plupart ont par ailleurs effectué des séjours prolongés à l'étranger dans le cadre de missions humanitaires ou de séjours d'études. Ils et elles disposent ainsi d'un fort capital culturel, s'expriment pour la plupart de manière synthétique et ordonnée ; ils et elles disposent même d'une expertise concernant les sujets débattus, notamment la participation elle-même de la part de ces diplômé-e-s en sciences politiques. Ce mode de participation témoigne ainsi d'une tendance à l'intellectualisation du travail militant. Dans ce cadre, la participation est entendue comme le fait de prendre la parole et constitue le vecteur d'une certaine redéfinition du militantisme, avalisant l'argument défendu par Lefebvre qui envisage effectivement la délibération dans les partis politiques comme cette redéfinition du militantisme dans laquelle est sous-jacente une tendance à « l'intellectualisation du militantisme sous couvert de démocratisation partisane » (*ibid.*,) dans le cadre d'un « nouveau lieu légitime et central du militantisme » (*ibid.*,) ici, l'assemblée.

D'ailleurs, c'est bien ce mode de participation qui est valorisé par les militant-e-s comme, d'une part étant novateur, et d'autre part permettant un certain *empoderamiento* de la base. Lors du débat cité en introduction de ce propos plusieurs militant-e-s relevaient que la participation politique correspond à fournir les espaces nécessaires pour la tenue de tels débats. Une militante, par ailleurs investie dans un mouvement social écologiste, indiquait que selon elle, il existe aussi un autre type de participation politique, que l'on peut qualifier de « pratique » ou « traditionnelle » c'est à dire, coller des affiches, se rendre à des manifestations. Un militant avait alors pris la parole pour lui répondre : Selon ce dernier, cette participation « pratique » correspond effectivement à « être militant » (*militante*) d'un parti de la « vieille politique ». Lui se considère comme « activiste » (*activista*) et cet activisme se démarque du militantisme par le format du débat. Selon lui, c'est le fait d'influencer les décisions depuis le bas vers le haut, qui correspond donc à la nouvelle politique, associé au fait d'étendre les prérogatives de l'individu engagé à sa capacité à opiner. Cette conception postule un lien entre participation et décision qui n'est pourtant ni évident, ni garanti. Par la suite, dans la discussion concernant les modalités pour améliorer qualitativement la participation, une militante, par ailleurs psychologue sociale, justifie comment il pourrait se former des groupes en plus petit nombre et donc revoir la configuration spatiale au sein de l'assemblée, pour optimiser le temps de la délibération. De nouveau, la configuration spatiale est centrale dans la perception de ce qui relève de la participation.

Ces éléments permettent de tirer plusieurs conclusions : Premièrement, dans l'essentiel des propos portant sur comment améliorer la participation, celle-ci est pensée comme étant liée à la pratique du débat et la formation des opinions. La conception « pratique » de cette militante parallèlement investie dans un mouvement social n'a pas fait davantage l'objet d'un retour des autres membres en présence, si ce n'est pour mieux s'en démarquer. Deuxièmement, on remarque que cette perception de la participation est étroitement liée au capital culturel des membres qui effectuent un retour réflexif sur leur propre pratique, mais qui tentent aussi d'importer des

connaissances issues de la sphère professionnelle dans la sphère militante, comme cette militante diplômée en psychologie sociale qui souhaite développer une méthodologie issue de son champ d'expertise. Troisièmement, la polarisation du vocabulaire du militantisme entre « activiste » et « militant-e » semble trouver son origine dans redéfinition initiale de la participation et à travers elle, des frontières entre champ politique et espace des mouvements sociaux. Cette nouvelle vision normative du « bon militantisme » et par là même de la « bonne politique » remet ici en cause l'idée de frontière préétablie entre le registre de l'activisme qui appartiendrait traditionnellement à l'espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2011) et celui du militantisme qui appartiendrait au champ politique (Bourdieu, 2001). C'est d'ailleurs cette reconfiguration de l'espace politique par le facteur de la participation qui mènent les militant-e-s à définir et à justifier que Podemos serait un « parti-mouvement », un vocabulaire intériorisé et qui se nourrit aussi des discours partisans de la direction. La participation plus « traditionnelle » ou « pratique » qui correspond en fait à une autre temporalité politique, celle de la campagne électorale, est plutôt considérée comme un temps fort de la vie militante en termes de sociabilité. Effectivement, ces épisodes de tractages, de collage d'affiches, sont systématiquement relatés sur le mode de l'anecdote et de la camaraderie. Pour conclure cet axe de réflexion on peut soulever le paradoxe que suppose cette conception nouvelle de la participation. Si celle-ci se veut ouverte au public et à destination de toute la communauté que forme le quartier, sa pratique suppose au contraire de se dérouler dans l'espace clos du cercle ainsi physiquement délimité, et contrairement à la participation plus « traditionnelle » de tractage ou de collage d'affiche, elle suppose en outre une sélection à l'entrée par le capital scolaire d'abord et militant ensuite.

Elargir les espaces de la participation militante

Outre donc cette première catégorie de participation routinière qui définit le cadre légitime du militantisme dans le parti on repère parallèlement une tendance à l'élargissement des espaces de participation, qui constitue une certaine innovation dans la manière de concevoir le temps militant. Cet élargissement des espaces relève initialement de la seconde catégorie de participation développé en introduction de ce propos, et que l'on peut qualifier de « participation informelle », même si, on va le voir, ce cadre informel sous-tend des éléments tacites de codification. Deux types de moments peuvent répondre à cette classification : les moments de sociabilité après le temps de l'assemblée et le militantisme en ligne des militants dans le cadre de prises de parole dans les groupes telegrams.

Selon Gilles Renou, la sociabilité « se situe en deçà de l'accord partagé sur les valeurs et constitue une dimension productrice de structuration sociale » (Renou, 2003, p.54). Cette « satisfaction d'être ensemble » (*ibid.*, p.64) produit un « ethos minimal » (*ibid.*, p.56) qui se traduit par la création d'un groupe et de plusieurs sous-groupes de sociabilité. Chaque assemblée ordinaire ou réunion de groupe de travail constitue un moment d'interaction codifié dans lequel les rôles sont distribués selon des règles établies tacitement. Chaque session est systématiquement suivie d'un moment informel de convivialité réunissant une majorité de ces militants, constituant ce moment de « sociabilité militante ». A priori ces moments ne semblent pas vraiment correspondre au cadre de ce qui serait « la participation militante » puisqu'ils n'ont pas vocation explicite à recouvrir des activités militantes à proprement dite. Or, par l'observation et les récits des enquêté-e-s on remarque que ces moments contribuent effectivement à solidariser le collectif mais aussi à permettre des prises de paroles politiques que les registres de codification de l'assemblée ne permettent pas d'intégrer. Il semble que ce moment de convivialité soit le lieu dans lequel s'expriment les divergences qui sont tuées en assemblée ordinaire, notamment les débats concernant les divergences politiques internes au parti. Ce moment contraste ainsi par ses prises de parole, en redonnant à chaque individu sa capacité à opiner en dehors du groupe et de l'harmonie que celui-ci doit promouvoir dans l'espace de l'assemblée. Effectivement, si comme le soulignait la

militante à l'origine du débat évoqué en introduction, dans l'espace de l'assemblée, il se doit d'y avoir une « homogénéisation des points de vue » pour permettre au collectif d'appuyer le parti, le moment de sociabilité qui suit l'assemblée permet d'exprimer les divergences d'opinions et ainsi pour l'individu de se démarquer du collectif en affirmant sa propre identité politique.

L'espace de militantisme « en ligne » de Podemos permet aussi d'évoquer quelques éléments quant à la participation. « [La participation politique] est souvent pensée à partir d'analyses d'un espace public déconnecté de la vie quotidienne (et dont internet fait désormais partie) comme si seules comptaient les actions qui trouvaient un écho dans la politique institutionnelle et les mass média » (Pleyers, 2013, p.15). Dans le cas de Podemos c'est le réseau social *Telegram* qui est devenu tacitement l'espace légitime de la transmission d'informations du haut vers le bas, mais aussi un espace dans lequel les militant-e-s participent à des débats virtuels. *Telegram* est à ce titre un espace politique de participation à part entière, déjà parce que l'ensemble des militant-e-s interrogés disposent de l'application et s'en servent régulièrement, ensuite parce que toute initiative militante interne au cercle, mais aussi du haut vers le bas est transmise et discutée via ce canal. Il est d'abord nécessaire de signaler que *Telegram* permet de rompre avec la distance physique qui existe entre les dirigeants du parti et la base militante, en posant de nouvelles bases pour le rapport entre représentant-e et représenté-e. Sur le réseau tout le monde peut s'interpeler et d'ailleurs, certain-e-s élu-e-s du parti sont présent-e-s dans les groupes privés des cercles, et conversent avec les militant-e-s, alors qu'ils ne se rendent jamais aux assemblées. *Telegram* permet, en quelque sorte, de « prendre la température » des cercles et sert de courroie de transmission aux débats, initiatives ou désaccords des cercles vers la direction, entre différents cercles, ou au sein d'un même cercle.

Le cercle de Lavapiés dispose de deux *telegrams* sur lesquels les militant-e-s conversent. Le premier s'intitule « Podemos Lavapiés » et compte 46 membres ; le second s'intitule « Espacio debate Podemos Lavapiés » et compte 33 membres. Ces groupes sont fermés au grand public, on y entre donc sur invitation, à la différence de l'assemblée ordinaire. Cette dichotomie n'est d'ailleurs discutée par personne et certains militant-e-s semblent même se rendre compte de cette distinction au moment de l'entretien. Il est ainsi intéressant de noter que les administrateurs et administratrices de ces groupes, dont les rôles, durant mon enquête, n'ont pas subi de rotation, disposent d'un pouvoir informel important. En décidant qui entre et qui sort, ils avalisent d'une certaine manière la légitimité de nouvel entrant à participer à l'espace du cercle de Lavapiés. Notons également qu'il y a une différence dans la composition des deux groupes, ce qui laisse sous-entendre qu'il y a diverses strates d'implication militante dans le cercle de Lavapiés, voire qu'il existerait un cercle parallèle à celui qui évolue dans l'espace de l'assemblée. Or, comme précisé, l'essentiel de l'information concernant les actions militant-e-s et les débats qui agitent le groupe se déroule sur *Telegram* et non dans le cadre de l'assemblée, les autres thèmes effectuent des allers-retours dans les deux espaces. Contre le présupposé selon lequel internet favoriserait nécessairement la participation de toutes et tous en s'éloignant des mécanismes traditionnels de domination qui serait liés à l'espace réel ou « hors ligne » notons que cet outil peut donc aussi être utilisé afin de restreindre le groupe et créer un espace de militantisme ayant une composition distincte de celle qui existe hors ligne. Ces strates demeurent par contraste invisibles en assemblée ordinaire où quiconque peut se rendre. Notons qu'il existe aussi des sous-groupes *Telegram* comptant seulement certain-e-s membres du cercle, ici, les plus ancien-nes. Certaines informations transitent d'abord par ce groupe, sont discutées afin de dégager une position commune. Ce n'est que dans un second temps que l'information est transmise à l'ensemble du groupe *telegram* Podemos Lavapiés, puis dans un troisième temps en assemblée. On remarque donc que *Telegram* engendre des sous-groupes d'influence qui mélange le registre de l'affect personnel et des affinités politiques. De plus, cette plateforme donne une réalité à ce sous-collectif symbolique formé par les membres « historiques » du cercle, en le matérialisant sous la forme d'un groupe restreint qui agit hors du temps et de l'espace physique de l'assemblée. Or, l'analyse de ce cercle montre qu'on ne peut pas faire

l'économie de l'importance de *Telegram* formels, comme le groupe Podemos Lavapiés, et informels, comme ces sous-groupes de membres historiques, pour comprendre l'ensemble des dynamiques sous-jacentes à la vie militante et les décisions politiques prises en interne, mettant en perspective les logiques participatives revendiquée par les militant-e-s et la direction partisane dans la première partie de cette communication.

En outre, l'analyse des interventions tend à démontrer une monopolisation de la parole par les mêmes personnes en ligne et hors ligne dans ces groupes dits « formels ». La configuration des interactions est ainsi sensiblement la même dans les deux espaces, bien qu'elle pose ici une discrimination certaine au regard de la réactivité des militant-e-s aux messages reçus. Relevons en effet que ces discussions instantanées ont lieu à n'importe quel moment de la nuit ou du jour, dès lors qu'un-e militant-e poste un message. Se développe ainsi un militantisme sans arrêt qui vient combler le temps vide laissé entre deux assemblées. Avec une moyenne de 12 messages envoyés par jours sur une période étudiée de 168 jours, le *telegram* « Podemos Lavapiés » accrédite le fait qu'il existe une porosité des frontières entre temps personnel et temps militant. Effectivement, ce militantisme sans arrêt qui empiète donc sur le quotidien des participants est corrélé au degré de disponibilité de chacun. Certain-e-s militant-e-s peuvent à ce titre être sur leur téléphone ou sur l'application web de *telegram* durant leur journée de travail, et d'autres non. Or, les débats étant régis par le principe de l'instantanéité de la réaction, des mécanismes de discrimination inhérents à cet espace de participation sont à l'oeuvre, entraînant une monopolisation des interventions par certain-e-s, notamment ceux ayant parallèlement un poste de permanent ou une charge organique dans le parti. Pris dans cette perspective le *telegram* constitue effectivement aussi une instance de diffusion d'informations et de contenu politique de la structure partisane sur la militance.

L'ensemble des éléments soulignés tend à montrer que la participation à Podemos revêt ainsi plusieurs registres pratiques complémentaires qui sont plus ou moins mis en avant selon les espaces dans lesquels ils se déploient, et répondent à une codification tacitement admise : le présentiel, l'intervention récurrente par la prise de parole réelles ou virtuelles, les actions collectives, ou la simple transmission d'informations. Ces différentes codifications sont conditionnées, à titre individuel, par le capital militant, le capital culturel et le profil genré, en ce que celui-ci influence notamment la disponibilité de la personne. La participation est néanmoins toujours étroitement liée à la question de la réactivité et de la capacité d'initiative, ce qui accrédite, d'une part, l'idée d'un militantisme tous azimut effaçant la frontière entre temps militant et temps personnel par l'élargissement des espaces de la participation, mais aussi d'autre part celle d'une « participation intellectuelle » redéfinissant le sens et le contenu du militantisme. Ces éléments d'un militantisme valorisant l'individu sont enfin à mettre en perspective avec la solidarité exaltée du collectif qui se développe parallèlement.

Références citées

- Authier, Jean-Yves, « Le quartier, constructions savantes, constructions politiques », in *Le quartier*, La découverte, pp15-19, Recherches, 2010.
- Bourdieu, Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000.
- Fillieule, Olivier, « Carrière militante », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dirs) *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009.
- , éd. *Le désengagement militant*, Sociologiquement, Paris, Belin, 2005.
- Lefebvre, Rémi, et Antoine Roger (eds), *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Res publica, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2015.
- Mathieu, Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Sociopo, Bellecombe-en-Bauges: Éddu Croquant, 2011.
- Matonti, Frédérique, et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, pp4-11, n° 5, 2004.
- Nez, Héloïse, *Podemos: de l'indignation aux élections*. Paris, Les Petits Matins, 2015.
- Pérez Quintana, Vicente, et Sánchez León Pablo, (eds). *Memoria ciudadana y movimiento vecinal: Madrid, 1968-2008*, Colección investigación y debate 30, Madrid, Libros de la Catarata, 2008.
- Pleyers, Geoffrey, « Présentation » in *Réseaux*, pp 9-21, n° 181, 2013.
- Renou, Gildas, « L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés », *Politix* 16, pp53-77 n° 63, 2003.
- . « Sociabilité(s) », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dirs), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009.